

UN APPEL DE LA SECTION DE BÉZIERS DU [PCF](#).

Pour battre la droite conquérante et mener une véritable [politique](#) de gauche, anticapitaliste, au service de la population, ne recommençons pas comme en 2004 !

Depuis Mars 2004, marqué par un renversement de tendance électorale après le tsunami du 21 avril 2002 où la Gauche Plurielle avait été anéantie, la gauche s'est retrouvée à la direction de 20 [régions](#) sur les 22 régions françaises et de plus de la moitié des départements du pays. Est-ce que ces lieux de gestion ont servi de contre-pouvoir? Est-ce que la situation des petites gens, des salariés, des retraités s'est améliorée? Est-ce que ces élus ont été capables ou déterminés face à une droite arrogante qui par la suite a gagné toutes les [élections](#) importantes: présidentielles, législatives? Notre réponse est non. Par exemple, dans la région [Languedoc-Roussillon](#) le chômage, la précarité, les bas salaires, la pauvreté sont parmi les premiers de France. Il est vrai que c'est la conséquence de la gestion du système capitaliste dont la règle d'or est la course aux profits en mettant en cause l'avenir de la planète. Le bilan de l'équipe en place, PS, Verts, PC... est-il bon comme certains appliquant le méthode Coué, veulent nous le faire entendre ? Non.

La gestion actuelle de la région, comme elle l'était avant 2004 avec Jacques Blanc, s'inscrit dans l'application zélée de la politique dictée par l'Europe du capital via le gouvernement du pays. Elle ne peut donc que produire les mêmes effets. A part, les rodomontades du Président de la région contre les ministres ou le préfet, aucune lutte de fond politique, entraînant la population, n'a été entreprise pour résister, lutter et se battre contre les mauvais coups. Il est vrai que le parti socialiste est toujours un chaud partisan de l'Europe politique. Il la cogère d'ailleurs avec la droite au niveau européen. Les électeurs français ne se sont d'ailleurs pas trompés dans leur vote au moment du référendum de 2005 en votant majoritairement NON et aux élections européennes de juin 2009 en redisant non à cette Europe par une abstention massive.

Il est donc inopportun de savoir si c'est le moment de changer «le Calife par un autre Calife». C'est un leurre! Il est temps d'aborder les élections de 2010 avec un autre état d'esprit, d'autres propositions, d'autres contenus pour un véritable changement politique. L'expérience de ces six années de gestion de la région démontre pour les communistes que les objectifs fixés n'ont pas été atteints. Quand on pense que l'un des principaux était: «sortir du présidentialisme». L'échec est patent! En 2004, nous avons milité pour aller au premier tour avec une liste communiste rassembleuse. Ce qui, vu les résultats, aurait permis de conserver une liberté d'intervention, une autonomie dans la gestion. C'est tout le contraire qui s'est passé pendant ce mandat.

Nous proposons la réflexion et l'action autour de trois points principaux :

1 – Les principaux responsables des élus régionaux communistes sont disqualifiés.

En effet, les futurs élus communistes doivent s'engager à ne pas être de simples gestionnaires loyaux mais des élus politiques participant à des contre pouvoirs, sachant désobéir, prendre des risques s'il le faut sous le contrôle et avec la

population. Regardons les salariés privés d'emploi alors que l'injection des fonds publics dans les entreprises, les banques n'a jamais été aussi important, ils résistent, prennent des risques. Pourquoi, les élus communistes ne pourraient pas être à ce niveau?

2 – Les communistes doivent être présents au 1er tour dans une liste ouverte qui doit permettre de créer un mouvement de changement à gauche qui peut être majoritaire. Dans ce but, nous proposons aux militants du PCF, du NPA, du Parti de Gauche, du POI, du PRCF, des écologistes de se rencontrer à la base y compris dans les entreprises, de favoriser la réflexion et l'action politique pour sortir des préparations électoralistes, médiatiques et par le sommet.

3 – La fête de La Plantade des 5 et 6 septembre 2009 sera un des lieux de cette construction.

Les communistes de la section de Béziers sont prêts à prendre toutes leurs responsabilités.